



UN-CHK : Deux nouveaux vice-recteurs élus



Deux nouveaux vice-recteurs ont été élus par leurs pairs de l'Université numérique Cheikh Hamidou Kane (Un-Chk, ex-Uvs) à l'issue d'un vote. Dans un document, le service communication de l'université renseigne qu'il «s'agit du professeur Ousmane Sall, vice-recteur chargé de la recherche, de l'innovation et des partenariats, et du professeur Jean-Louis Correa, vice-recteur chargé des affaires pédagogiques».

Concernant les nouveaux vice-recteurs, il est précisé dans le communiqué que M. Ousmane Sall est «professeur titulaire des universités (Cames) spécialisé enseignant-chercheur et directeur actuel du Pôle d'innovation, d'expertise pour le développement (Pied) de l'Un-Chk».

Selon le service communication de l'université virtuelle, «dans ses nouveaux habits de vice-recteur chargé de la recherche, de l'innovation et des partenariats, il a pour mission de coordonner, sous l'autorité du Recteur, l'élaboration et la mise en œuvre effective des politiques de recherche, d'innovation et de partenariat».

Sa mission, ajoute-t-il, «est aussi élargie à la coordination des activités du Pied, de l'Ecole doctorale (Ed) et de la Direction du développement et de la coopération (Ddc) en web sémantique».

<https://lequotidien.sn/diamniadio-organisation-de-lun-chk-deux-nouveaux-vice-recteurs-elus/>

Pr Maguette Ndiaye «Il faut susciter un engouement autour des séries scientifiques»



Au Sénégal, malgré les efforts de l'État, les filières scientifiques peinent encore à attirer les apprenants. Le constat a été fait par le Président de l'Académie nationale des jeunes scientifiques du Sénégal, le Professeur Maguette Ndiaye. Dans cet entretien, l'enseignant-chercheur en Parasitologie-mycologie à la Faculté de médecine de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Ucad) plaide pour une bonne sensibilisation non sans appeler l'État à accompagner davantage les jeunes chercheurs dans le domaine des sciences.

Depuis très longtemps, on a constaté que le Sénégal regorge de scientifiques de renommée nationale et internationale. Mais, ils n'avaient pas un cadre d'échange. C'est ce constat que l'Académie nationale des sciences et techniques du Sénégal (Ansts) a fait et a pris la décision de convoquer les jeunes scientifiques pour mettre en place cette plateforme, dénommée Académie nationale des jeunes scientifiques du Sénégal (Anjss). Elle a été créée en 2018 et constitue le fer de lance de l'Académie nationale des sciences et techniques. En quelque sorte, nous sommes la cheville ouvrière de cette structure.

L'Anjss permet aux scientifiques d'échanger sur des questions liées à la recherche scientifique, mais également en ce qui concerne la valorisation des produits de la recherche et en même temps de participer aux échanges sur les grands sujets scientifiques au niveau national et international.

<https://lesoleil.sn/pr-maguette-ndiaye-president-de-lacademie-des-jeunes-scientifiques-du-senegal-il-faut-susciter-un-engouement-autour-des-series-scientifiques/>

Pr Kandjioua Noba, «Nous allons valoriser les potentialités locales»



Les travaux de construction de la future Université du Sénégal oriental (Uso) vont « incessamment démarrer », avait laissé entendre le Premier ministre, Amadou Ba, lors de sa dernière visite à Tambacounda. Il avait même soutenu que la pose de la première est prévue au cours de ce mois. Dans cet entretien, le coordonnateur du projet, le Professeur Kandjioua Noba, souligne l'impact économique attendu en termes de valorisation des potentialités locales.

Je voudrais saisir cette occasion pour remercier, encore une fois, le Président de la République, Macky Sall, d'abord pour m'avoir fait confiance en me nommant Coordonnateur du projet de l'Université du Sénégal oriental, mais aussi et surtout pour l'opportunité qu'il donne à cette région naturelle du Sénégal oriental d'atteindre ses objectifs de développement à travers la mise en place d'une université. En cela, il vient concrétiser une doléance vieille de plusieurs années des populations. Je voudrais ensuite exprimer ma reconnaissance au Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, le Pr Moussa Baldé et lui dire tout le plaisir de travailler sous son autorité dans la réalisation de ce Projet.

La construction de cette Université vient renforcer le dispositif de l'État en ce qui concerne le maillage national des établissements d'enseignement supérieur. Elle permettra de compléter l'architecture nationale en matière d'implantation de nouvelles universités.

<https://lesoleil.sn/pr-kandjioua-noba-coordonnateur-du-projet-de-luniversite-du-senegal-oriental-nous-allons-valoriser-les-potentialites-locales/>

Foundiougne : des bourses scolaires remises aux meilleurs élèves



Le ministre de la Culture et du Patrimoine historique, Aliou Sow a remis jeudi, des bourses scolaires d'une valeur de trois millions de francs CFA et du matériel didactique, aux douze meilleurs élèves de l'école élémentaire, Tafsir Aliou Mor Boye de Foundiougne, dans la région de Fatick (centre-ouest). Pour l'année 2024, il a remis 250.000 francs CFA, soit 25.000 francs CFA par mois, à chaque meilleur élève des douze classes de cette école primaire où le président de la République, Macky Sall a fait une partie de son cycle élémentaire.

Aliou Sow a remis également à ces écoliers des livres et des tablettes pour les accompagner dans les enseignements apprentissages. L'école élémentaire Tafsir Aliou Mor Boye, ex-école des garçons de Foundiougne, est classée site historique par décret ministériel à l'initiative du ministre de la Culture et du Patrimoine historique. Il a offert à la direction de cette école, deux ordinateurs, et une somme d'un million de FCFA, pour la mise en place d'une bibliothèque ainsi qu'une somme de 500.000 F Cfa au gouvernement scolaire.

A travers ces actes, « nous ne faisons que rendre à la ville de Foundiougne son aura (...) et à cette école élémentaire » qui a participé au « parcours de riches hommes », a déclaré, le ministre lors de la cérémonie de remise. « Cette école est une pionnière de notre système éducatif depuis sa création en 1893 », a-t-il dit, soulignant qu'« elle a formé des générations de cadre français et sénégalais qui sont partis semer leur connaissance dans le monde entier ».

<https://aps.sn/foundiougne-des-bourses-scolaires-remises-aux-meilleurs-eleves-de-lecole-elementaire-tafsir-aliou-mor-boye/>

REVUE DE PRESSE

ACTU : EDUCATION-ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Actualité internationale

Maroc : la réduction du nombre d'années de formation en médecine ne passe toujours pas auprès des étudiants



La Commission nationale des étudiants en médecine, médecine dentaire et en pharmacie du Maroc (CNEMEP) a une fois encore manifesté son désaccord vis-à-vis de la réforme sur la réduction du nombre d'années de formation en médecine. Face à la presse, le lundi 29 janvier, les responsables de l'association estudiantine ont indiqué « qu'aucun pays n'autorise les diplômés des facultés de médecine à exercer la profession après seulement six années de formation ». En effet depuis quelques jours déjà les étudiants ont lancé une manifestation en vue de la révision de la réforme annoncée par le gouvernement dans le secteur. Cette réforme, dont l'un des points forts est la réduction des années de formation, vise à réviser les normes pédagogiques nationales pour améliorer la formation dans les domaines médicaux, couvrir le déficit de personnel dans le secteur, afin de donner au royaume un meilleur système de santé. Dans cette logique, en février 2022, une note du ministère de l'Enseignement supérieur, destinée aux présidents des universités publiques, informait du passage de la durée de formation des médecins de 7 à 6 ans. Une décision que continue de soutenir le gouvernement. Le même lundi, le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation, Abdellatif Miraoui, défendait la réforme devant la Chambre des représentants. <https://www.agenceecofin.com/formation/3101-115743-maroc-la-reduction-du-nombre-d-annees-de-formation-en-medicine-ne-passe-toujours-pas-aupres-des-etudiants>

Même le Canada serre la vis : Beaucoup moins d'étudiants étrangers à la prochaine rentrée



Après avoir louvoyé et lambiné en haussant les frais de scolarité des étrangers le Canada met les pieds dans le plat en annonçant une réduction drastique du quota des visas accordés aux étudiants. Le pays justifie cette mesure par une crise aiguë du logement aggravée par l'explosion du nombre d'étudiants internationaux. D'après le plafonnement temporaire – dit-on – il y aura une coupe de 35% sur deux ans, par rapport au quota de 2023, ce qui fait une baisse de près de 364 000 visas en 2024...

Le virage a été officialisé lors d'une conférence de presse à Montréal. Marc Miller, ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, a ajouté que certaines provinces seraient plus impactées que d'autres par cette décision. Un détail qui a son importance et qui prouve que pour autant le pays ne va pas sabrer tout son positionnement pour s'attirer les talents et cerveaux : Ce plafond ne concerne pas les étudiants inscrits à des programmes de maîtrise ou de doctorat.

Le gouvernement va aussi faire la chasse aux permis de travail de troisième cycle octroyés aux étudiants étrangers, des documents accusés de faciliter le travail à ceux qui veulent s'incruster comme résidents permanents au Canada. D'après Miller la "croissance rapide" du nombre d'étudiants étrangers a créé une tension sur le marché des logements, la santé et d'autres services.

<https://www.tunisienumerique.com/meme-le-canada-serre-la-vis-beaucoup-moins-detudiants-etrangeurs-a-la-prochaine-rentree/>

La France annule la caution retour pour les étudiants étrangers



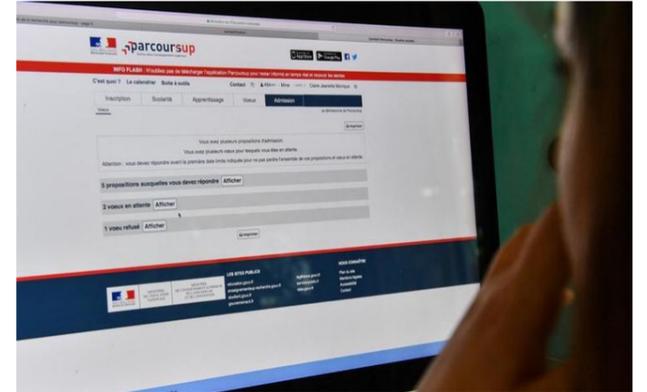
Le président de la République française, Emmanuel Macron, a promulgué le vendredi 26 janvier la loi sur l'immigration en France. Le texte, publié au Journal officiel le lendemain, ne comprend plus la disposition sur la caution retour imposée aux étudiants étrangers. Celle-ci, approuvée par le parlement en décembre dernier, a été jugée « non conforme à la constitution » et annulée par le Conseil constitutionnel, renseigne le texte. Selon le texte voté au Parlement, ainsi qu'au Sénat, les étudiants étrangers devaient être contraints au versement d'une caution pour obtenir un titre de séjour étudiant. Laquelle caution devait être rendue à l'étudiant à son départ de la France.

La décision de non-conformité a également été rendue pour deux autres dispositions à savoir : l'obligation de justifier chaque année du caractère réel et sérieux des études, et l'application des frais d'inscription différenciés pour les étudiants hors Union européenne. Notons que cette dernière disposition actée par un arrêté en 2019, n'était pas jusqu'ici appliquée par de nombreux établissements qui la jugeaient de discriminatoire.

Pour les universitaires, cette décision des Sages du Conseil constitutionnel est une victoire. On se souvient qu'en décembre dernier, après l'adoption de la loi, plusieurs d'entre eux, notamment ceux réunis au sein de l'Association France universités s'étaient insurgés contre. Dans un communiqué, le regroupement avait indiqué que cette loi pourrait mettre « gravement en danger la stratégie d'attractivité de l'enseignement supérieur et de la recherche française ».

<https://www.agenceecofin.com/gestion-publique/2901-115659-la-france-annule-la-caution-retour-pour-les-etudiants-etrangeurs>

Université : voici les 20 licences les plus demandées sur parcoursup en 2023



La licence la plus convoitée arrive loin devant les autres. Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche a publié en mai dernier le détail des différents vœux formulés parmi la quarantaine de propositions disponibles sur Parcoursup offertes aux étudiants français. Cette analyse permet ainsi d'avoir un baromètre des licences les plus demandées et est riche d'enseignements à l'heure où les candidats sont justement invités à faire leurs choix d'orientation et saisir leurs vœux via la plate-forme, du 17 janvier au 14 mars 2024.

La licence de droit arrive largement en tête de ce classement car elle permet d'accéder à terme à divers métiers dans le secteur institutionnel, de la justice, du journalisme ou d'intégrer Sciences-Po. La licence demeure la filière la plus demandée pour les bacheliers souhaitant poursuivre leur formation dans l'enseignement supérieur.

L'an dernier, 70% des étudiants français ont en effet fait un vœu en licence sur Parcoursup. Pour rappel, cette dernière est une formation permettant de se former en trois ans dans un domaine via des cours dispensés à l'université avant de se spécialiser en master.

Elle est largement plébiscitée pour son coût bas fixé à 170 euros en moyenne par an et son caractère ouvert en cas d'obtention du baccalauréat, à l'exception des licences les plus demandées soumises à des sélections.

<https://www.cnews.fr/france/2024-01-31/universite-voici-les-20-licences-les-plus-demandees-sur-parcoursup-en-2023-1447484>